

Participation

- ACTED/RRM;
- OMS;
- PAM;
- UNICEF;
- CSSI;
- APADE;
- REACH;
- OCHA.

Objectifs

- Obtenir une vue d'ensemble des besoins humanitaires et de l'accès aux services de base;
- Comprendre les dynamiques et l'ampleur des mouvements de population à Ouadda et sur les axes;
- Fournir une première assistance d'urgence;
- Analyser l'accès et la sécurité à Ouadda, dans les alentours et sur les axes.

Méthodologie

- Observation directe;
- Rencontre avec les autorités locales pour s'enquérir des problématiques humanitaires et de l'accès;
- Entretiens semi-directifs avec les responsables clés des différents secteurs;
- Visite des infrastructures sociocommunautaires (écoles et centre de santé).

Faits saillants

- Les besoins prioritaires des personnes affectées par les affrontements à Ouadda se résument au niveau de la protection, une assistance alimentaire d'urgence en vue d'éviter la hausse du taux de malnutrition déjà enregistré sur les enfants, la réhabilitation urgente du centre de santé non fonctionnel depuis trois mois et l'assistance en kits complets abris/NFI.
- La quasi-totalité de la sous-préfecture de Ouadda est affectée par les affrontements entraînant un mouvement important des populations dans la brousse et certains chantiers miniers difficilement accessibles. La zone nécessite une priorisation en termes d'assistance humanitaire via des missions hélicoptérées.

Contexte

Située à 200 km au nord de la ville de Bria, la sous-préfecture de Ouadda, dans la préfecture de la Haute-Kotto, vivait sous une tension liée aux affrontements inter-ethniques, déclenchés par un groupe armé dans les préfectures de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran. Tout serait parti d'une présence renforcée des éléments armés d'une ethnie dans la ville de Ouadda depuis mai 2020, qui auraient attaqué et assassiné cinq personnes d'une autre ethnie le 23 juillet 2020 à Boungou sur l'axe Ouadda – Ndelé, à titre de représailles suite à un conflit lié à un achat de viande de brousse. Ce même groupe aurait par la suite attaqué le quartier Bornou de la ville de Ouadda, principalement habité par l'autre ethnie, dans la nuit du 23 au 24 juillet 2020, entraînant un pillage systématique des biens et l'incendie d'au moins 58 maisons. Aucune perte en vie humaine n'a été déplorée. Environ 800 personnes dudit quartier se sont déplacées dans la brousse et les champs dans un rayon de 15 à 30 km et vivent dans des conditions humanitaires déplorables. Le contrôle des ressources minières serait à l'origine de ce conflit inter-ethnique impliquant les différents groupes armés.

Une équipe de médiation en provenance de Ndelé et Bria s'est rendue à Ouadda le 6 août 2020 en vue de réconcilier les belligérants après une autre tentative de médiation menée par la communauté Youlou en provenance de Ouadda Djallé le 1^{er} août 2020. Cette médiation s'annonce difficile en raison de la présence d'un seul groupe armé qui contrôle la ville où l'insécurité perdure sur les axes périphériques. En marge de cette initiative de médiation en cours, des rumeurs faisaient état d'un mouvement d'éléments armés de Ndelé en direction de Ouadda. Par conséquent, le contexte sécuritaire demeure toujours fragile.

Observations générales

Accessibilité et sécurité

L'accessibilité de la sous-préfecture de Ouadda demeure problématique pendant la saison de pluies (avril à octobre) en raison de la dégradation avancée de la route et des ponts. Le mauvais accès physique et sécuritaire limite particulièrement la circulation des populations, le commerce et l'acheminement d'intrants humanitaires. Plusieurs points de contrôle ont été érigés par des groupes armés entre Bria et Ouadda, Ouadda et Ndelé, Ouadda et Ouadda Djallé, rendant difficile la libre circulation des personnes et des biens.

Mouvements de population

Lors des attaques sur la ville de Ouadda les 23 et 24 juillet, des pillages à grande échelles auraient été commis par les éléments armés occasionnant la fuite de la quasi-totalité de la population civile de la zone concernée. Il est difficile d'obtenir un chiffre exhaustif des personnes déplacées de la ville de Ouadda, qui comptait 7 772 personnes avant les affrontements.¹ Au total, 304 ménages représentant 1 520 personnes (380 hommes, 608 femmes, 304 filles et 228 garçons) contraints de se déplacer vers la brousse et les champs ont été comptabilisés par les représentants des personnes déplacées. La plupart de personnes déplacées n'ont pas été localisées. Une fiche de monitoring des mouvements de population a été remise par l'ONG APADE pour un monitoring via son point focal basé à Ouadda. A en croire les déplacées vivant dans des champs au-delà de 15 à 30 km de Ouadda, le retour dans leurs quartiers serait trop risqué pour l'instant. Ils se sont répartis en quatre points de regroupement dans la brousse (Wali 1, Wali 2, Chobo et Mbringui).

Redevabilité envers les personnes affectées / communication

L'arrivée de la mission hélicoptée est un soulagement pour la population qui se sent abandonnée par les autorités étatiques. Une foule immense s'était mobilisée pour accueillir l'équipe de la mission. La population

¹ Bureau de la population, ville de Ouadda

se dit soulagée par cette présence humanitaire, synonyme d'une réponse probable à leurs multiples besoins.² Elle a évoqué le désir de vivre en paix pour vaquer à ses activités habituelles.

La localité ne dispose pas d'un réseau téléphonique permettant de communiquer avec les autres zones. Une radio HF installée par l'ONG Invisible Children constitue une alternative de communication avec Bria.

Besoins humanitaires

Protection

- La protection demeure un défi majeur en raison de la présence en nombre d'éléments armés. L'absence de la MINUSCA et des Forces de sécurité intérieure est à l'origine d'une peur constante observée au sein de la population. Il est difficile de cerner la problématique des violences basées sur le genre (VBG) en dépit d'un groupe de discussion fait avec les femmes.
- Les mineurs représentent près de 65% de la population déplacée. Selon les autorités locales, il n'y a pas eu d'enfants associés aux forces et groupes armés durant les incidents, ni des cas de violence sexuelle contre les enfants. La présence des leaders des groupes armés durant les groupes de discussion a certainement limité la liberté de parole des participants sur cette question sensible. Durant des entretiens séparés avec des enseignants, ces derniers ont mentionné que les incendies et les pillages ont été perpétrés par les adolescents et des jeunes, ce qui laisse présager leur forte implication dans les violences communautaires. Les enfants vivent avec leurs familles dans les champs et sont occupés entièrement aux travaux champêtres ou miniers, les exposant à des risques de protection importants. Le fait que la ville soit contrôlée entièrement par des groupes armés constitue une menace permanente au recrutement et à l'utilisation des enfants, des jeunes et des adolescents par les groupes armés.

Abris / Biens non alimentaires (NFI)

- Selon les représentants des personnes déplacées, 58 maisons auraient été incendiées et pillées à l'échelle d'une partie de la ville par les éléments armés. Ces événements ont contraint la population, qui a tout perdu, à se déplacer dans la brousse et de vivre dans des abris précaires. Aucune assistance en abris/NFI n'a été envoyée dans la localité pour des raisons sécuritaires et d'accès. La situation d'abris/NFI est très alarmante avec la perte totale des biens par les déplacés. Ceux-ci utiliseraient des ustensiles de cuisine endommagés lors de l'incendie des maisons.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- La localité ne dispose d'aucun forage, ni de conditions d'hygiène adéquates pour la population de manière générale. Cette dernière utilise l'eau de source ou le cours d'eau proche de la localité. Pendant la saison sèche, l'accès au point d'eau se fait au niveau de la rivière avec un risque de maladie hydrique important. L'on note une absence totale de latrines avec défécation à l'air libre. Les puits traditionnels construits dans la ville et ses environs se tarissent pendant la saison sèche à partir du mois de mars.

Education

- La sous-préfecture de Ouadda compte 10 écoles, mais non fonctionnelles pour l'instant. La commune de Ouadda en compte cinq (école sous-préfectorale de Ouadda, l'école Gbringui PK 7 de Ouadda (Village Chobo) sur l'axe de Bria, école de Gbali Kopé PK 60 de Ouadda sur l'axe de Bria, école de Bounbou-Yakania PK 41 de Ouadda sur l'axe de Ndélé et l'école de Koumou PK 70

² Besoin en termes de sécurité alimentaire, EHA, santé, nutrition, protection, etc.

de Ouadda sur l'axe de Sam-Ouandja. A l'exception des écoles de Ouadda et Sam-Ouandja, elles sont construites en paille.

- Les classes ont été suspendues en mars comme mesure préventive contre la COVID-19. Les élèves des classes d'examens (environ une vingtaine) qui doivent reprendre les cours, ne l'ont pas encore fait en raison de l'insécurité. La majorité des maitres parents se trouveraient à Bria ou en fuite dans la brousse.

Santé / Nutrition

- L'unique formation sanitaire publique de la ville n'est pas opérationnelle depuis mai 2020, suite à une incompréhension entre le personnel et le comité de gestion sur fond de rupture de médicaments après un appui reçu en décembre 2019 via une mission hélicoptérée. Les personnes déplacées vivant dans la brousse et les champs ne disposent pas de moustiquaires. Ils enregistrent en moyenne cinq cas présumés de paludisme par semaine, le plus souvent traités traditionnellement.
- La référence vers l'unique formation sanitaire opérationnelle, un poste de santé privé, expose les parents aux exactions des membres de l'ethnie adverse. Ce poste de santé privé est tenu par une matrone qui utilise les restes d'équipements légués par une mission russe. Elle enregistre une moyenne de 90 consultations hebdomadaires dont 60 cas présumés de paludisme, suivi d'infections respiratoires aiguës, des diarrhées et des maladies de la peau.
- Les déplacés ont enregistré, durant les dernières cinq semaines une moyenne hebdomadaire de quatre décès d'enfants de zéro à cinq ans souffrant de paludisme présumé. Un décès maternel a été déploré quatre jours avant la mission à la suite d'un accouchement à domicile non assisté.
- Le centre de santé est en ruine mais le réfrigérateur solaire est fonctionnel. Les banderoles et affiches sur la COVID-19, déployées lors d'une mission de sensibilisation en avril 2020, ne sont pas affichées. Aucune alerte COVID-19 n'a été enregistrée et aucun personnel n'est formé sur la prévention et la prise en charge des patients COVID-19.

Sécurité alimentaire

- La sécurité alimentaire est préoccupante selon les premières observations faites par l'équipe de la mission. Sur 40 prélèvements faits par l'équipe médicale, environ 70% d'enfants souffrent de la malnutrition. La peur d'attaques ne permet pas aux déplacés de poursuivre leurs activités agricoles. L'insécurité sur les axes ne permettait pas à la population civile de s'approvisionner en denrées de première nécessité.

Assistance humanitaire

- Sécurité alimentaire: Faisant face aux besoins présentés par les déplacés pendant cette mission, le PAM a distribué 200 cartons de biscuits à haute teneur énergétique en faveur des personnes déplacées vivant dans la brousse, les champs et les familles d'accueil au centre-ville de Ouadda. Une ration de 50g par jour a été distribuée à 1 333 personnes, répartie comme suit:

Point de livraison	Ration (jours)	Nombre de bénéficiaires	Quantité distribuée (kg)
Wali 1	30	595	893
Wali 2	30	425	638
Mbringui	30	150	225
Chobo	30	100	150
Centre-ville	30	63	095
	Total	1 333	2 000

- Abris/NFI/EHA: APADE a remis aux déplacés les plus vulnérables:
 - Quatre rouleaux de bâches de 50 mètres pour 50 ménages;
 - 200 jerrycans de 10 litres pour 200 ménages;
 - 50 sachets de savons de 40 morceaux pour 304 ménages (six morceaux par ménage);
 - 1 000 paquets d'aquatab pour 304 ménages (trois boîtes par ménage);
 - 200 kits d'hygiène intime pour 200 ménages;
 - 15 dalles en plastique pour latrines pour 15 ménages.

- Santé / Nutrition: Une personne déplacée avec un volumineux abcès iatrogène de la cuisse, traité traditionnellement, a été évacuée le 8 août 2020 pour une prise en charge médicale. L'ONG CSSI a effectué un screening nutritionnel sur 40 enfants de six mois à cinq ans qui a relevé sept cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) soit 17,5% et 28 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) soit 70%. Une prise en charge de ces enfants avec des aliments thérapeutiques, de l'albendazole, vitamine A et amoxicilline a été effectuée. Par ailleurs, une banderole et 10 affiches sur la sensibilisation à la COVID-19 ont été remises au maire de la ville de Ouadda.

Recommandations

Cluster	Action	Responsable
Intersectorielle	Conditionner les kits avant de les acheminer sur le terrain afin de gagner du temps conformément au planning du vol	Tous les acteurs humanitaires
Protection / Accès humanitaire	Accélérer la réinstallation d'une base temporaire de la MINUSCA et présence des FSI/FACA (restauration de l'autorité de l'état); Plaider au niveau national pour la réhabilitation de l'axe Bria – Ouadda	MINUSCA
Abris / NFI	Assistance en kits complet abris/NFI aux déplacés vivant dans les champs	Cluster Abris/NFI
EHA	Mener une évaluation sectorielle plus approfondie et positionner un acteur pour répondre aux besoins cruciaux	Cluster EHA
Education	Trouver une alternative pour la continuité des cours en faveur des élèves des classes d'exams	Cluster Education
Santé / Nutrition	Redynamiser le centre de santé abandonné depuis trois mois; Doter en médicaments avec accès de soin gratuit au départ; Envisager des cliniques mobiles pour les déplacés de l'aérodrome et au centre-ville avec consultations curatives et vaccination	Cluster Santé
Sécurité alimentaire	Priorisation d'assistance alimentaire en urgence	Partenaires sécurité alimentaire

Annexe



Préparation d'une assistance d'urgence, Ouadda, 2020
© APADE / Zoukongo Fidèle



Arrivée de la mission hélicoptérée à
Ouadda, 2020 © OMS / Arsene Konzelo



Poste de santé de Ouadda en ruine, 2020
© CSSI / Sylvain Mandaba



Screening nutritionnelle des enfants à Ouadda, 2020
© OMS / Arsene Konzelo